

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Mercredi 14 septembre 1977 - N° 506

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Absentéisme,  
le rapport Heilbronner

## LA CHASSE AUX MALADES

Le rapport Heilbronner demandé par le ministère des finances sur la Sécurité sociale est dans la lignée des mesures du plan Barre Ter concernant les chômeurs. Ses principales dispositions sont répressives. Elles visent à dissuader les travailleurs de prendre des congés-maladie. Le délai de carence pendant lequel aucune indemnité-journalière n'est versée est porté de trois à sept jours. Un ordinateur est réquisitionné pour ficher ceux qui sont les plus fréquemment en arrêt-maladie afin de les soumettre à des contrôles plus stricts. Concrètement l'application de ces mesures reviendrait à interdire aux travailleurs de tomber malade, et en tout cas d'arrêter le travail pour se soigner.

(Lire page 5)

La visite de Gierak  
en France

## «COOPÉ- RATION» PAYANTE POUR LA FRANCE

En recevant Gierak, Giscard a vanté la «coopération» entre les deux pays. En fait, dominée par le social-impérialisme qui pille ses ressources et sa main d'œuvre, la Pologne doit se tourner vers les impérialismes occidentaux. Ceux-ci lui imposent également des rapports d'échange inégaux. C'est ainsi que le commerce avec la France est déficitaire, mais le gouvernement polonais tente de réduire ce déficit. Giscard devra donc tenir compte des résistances de la bourgeoisie polonaise et de la concurrence d'autres pays, en particulier la RFA. Les discussions risquent d'être serrées.

(Lire page 9)

SOMMET DE LA GAUCHE

## L'ENTENTE FORCÉE

Après maintes tergiversations, après une querelle de plusieurs semaines, le sommet de la gauche va enfin avoir lieu.

Il ne faut certainement pas attendre de ce sommet un accord rapide : les divergences exprimées par le PS et le PCF sont trop importantes. Toujours est-il que dans le cadre des réunions, ou en comité plus restreint, on imagine mal qu'un accord ne puisse se réaliser : l'union de la gauche est un argument électoral qui pèse suffisamment pour que les partis de l'union de la gauche envisagent une quelconque rupture. La question centrale reste bien de savoir qui fera les concessions, et quelle sera donc la version définitive du programme commun 77.

En tout cas, la présence majoritaire des leaders politiques, assistés de seulement quelques experts économiques, montre bien où est le véritable enjeu : toutes les propositions du PS conduisent en fait au même but : ne passer les mains par un programme trop contraignant : c'est le cas pour l'extension du secteur d'État, c'est le cas pour le referendum sur la force nucléaire, c'est le cas pour la composition de l'éventuel gouvernement de gauche. De même, le PCF, derrière l'habillage économique de son projet, aura en tête de placer le maximum de ces hommes dans la place,

si la gauche gagne les élections : une empoignade entre projets politiques contradictoires, ou chacun essaye de créer un rapport de force pour imposer ses vues à son «partenaire». Mais où est donc l'intérêt des travailleurs dans tout cela ?

Sur bien des points, la rencontre de ce mercredi 14 septembre pourrait préfigurer les réunions gouvernementales de 78

Lire pages 6 et 7

## Dubigeon- Nantes : la grève est reconduite

En grève reconductible chaque jour depuis jeudi, pour refuser l'installation de pendules sur les lieux de travail et la mise en place de 4 pointages au lieu de 2, les 2 500 travailleurs des chantiers DUBIGEON à Nantes ont reconduit lundi après midi leur grève. En réunion de CE, la direction maintenait ses positions.

(Lire page 4)

## Protection de la nature : une loi sans impact

La loi sur la protection de la nature votée en juillet 1976 entrera en application en décembre de cette année. D'Ornano en a présenté les décrets d'application. Elle se présente comme une procédure de pure forme ne donnant aucune garantie, aucun moyen de contrôle aux travailleurs pour protéger les sites sur lesquels ils vivent et pour maîtriser les questions de nuisances et de sécurité. Les promoteurs auront toute latitude après comme avant pour imposer leurs projets au mépris de la sécurité et de l'environnement.

(Lire page 4)

## Norvège : victoire imprévue des travaillistes

Les élections s'annonçaient difficiles pour les travaillistes en Norvège : usure de plusieurs dizaines d'années de pouvoir, montée des luttes des travailleurs qui s'était manifestée aux dernières années par des grèves sauvages, mécontentement après la catastrophe d'Ekofisk. Cependant, les sociaux-démocrates au pouvoir n'ont pas été renversés et gardent la majorité.

(Lire page 9)

Lip, liquidation prononcée :

## RIPOSTE IMMEDIATE



«Après la décision du tribunal, Lip est juridiquement «A vendre». «C'est un nouvel acte négatif, a déclaré lundi Charles Piaget, c'est une étape de plus pour passer à la liquidation physique. Nous continuons cependant notre lutte, et nous nous opposons toujours au déménagement des machines».

Ce mardi matin, de très bonne heure, les Lip portaient une nouvelle fois en manifestation dans les rues de Besançon.

(Lire P.3)

## Le nucléaire en question

# MALVILLE 77 un tournant

● Août 77 aura été un tournant pour le mouvement d'opposition au programme nucléaire, et plus particulièrement pour les Comités Malville.

«Dire que la marche du 31 a été positive n'est pas possible maintenant. Tout dépend de ce que nous allons faire maintenant», disait une militante du Comité Malville de Grenoble, lors de l'assemblée générale que celui-ci tenait samedi dernier. Quoique de nombreux militants pensent que ce bilan est d'ores et déjà positif, cette réflexion illustre bien le débat qui traverse les comités. Sauront-ils dépasser le débat violence - non violence qui a tant paralysé leur progression, sauront-ils éviter le piège de l'opposition entre «comités locaux» et comités de grandes villes (comme Grenoble)? Quelles structures adopter et quelle attitude prendre lors des élections, par rapport à la gauche en particulier? Nous avons discuté de ces questions avec des membres des comités de Grenoble. Demain, nous donnerons la parole aux comités locaux.

Par **Éric BRÉHAT**

### Une répercussion nationale

L'ampleur de la manifestation et la violence meurtrière, froidement préméditée du pouvoir auront été les caractéristiques essentielles de cette journée du 31 qui, pour la première fois, a largement posé au niveau de tout le pays la question du développement de l'industrie nucléaire. De façon générale, l'écho de la journée est ressenti par les comités comme son principal résultat positif: «dans quelle société vivons-nous pour que l'on me parle d'un problème aussi grave dans la grande presse que lorsqu'il y a un mort, que cela devient assez sensationnel» me disait Louis Vollat, agriculteur de Ferrière de Briord.

Qui est responsable de la mort de Vital Michallon, de la jambe arrachée de Michel Grandjean? Pour Louis cela ne fait aucun doute: Tout discours renvoyant dos à dos certains manifestants et les forces de l'ordre est

scandaleux. Pourtant dans le dernier numéro de Super-Pholix, journal des comités Malville, certains ont pu écrire: «Nous n'avons rien à voir avec ces individus qui ont à Faverges ignoré les mots d'ordre de la coordination, entraîné l'engrenage fatal et qui nous ont mis dans l'impuissance d'agir devant une situation qui nous échappe». Ce point de vue se manifestait déjà en juillet lorsque ses partisans voulaient que les comités se désolidarisent d'avance avec d'éventuels «manifestants violents». Non représentatif de la majorité des comités, il est nettement rejeté. D'ailleurs, le PCF a reproché aux comités de ne pas s'être désolidarisés des soi-disant «casseurs».

### Qui sont les casseurs?

«Il faut être clair», explique Michel Bonhomme, animateur de la maison pour tous du quartier Saint Laurent, «l'appel à la marche relevait plus d'un «con-

sensus» que d'une conviction profonde sur ses objectifs. En tant qu'organisateur nous avons été incapable d'organiser et de maîtriser un rassemblement en fonction des objectifs affirmés. Mais il faut regarder les choses au niveau du gouvernement. Les forces de l'ordre avaient reçu l'ordre de frapper très fort quoiqu'il se passe de façon à ce que l'impact politique du rassemblement soit amoindri par la violence.» Les propos hystériques du préfet Janin, le caractère préfabriqué des procès de Bourgoin et de Grenoble que même la presse locale a laissé entrevoir ont certainement limité les effets de cette opération que décrit Michel Bonhomme: «les copains se sont demandés ce qui pouvait vraiment se passer quand ils ont entendu ce qu'a dit Janin. Ça leur a mis la puce à l'oreille» explique un militant d'une entreprise de Grenoble. «Quand je suis rentré à la boîte, j'ai été bombardé de questions se souvient Marcel, ouvrier délégué CFDT à Progil, les copains voulaient savoir ce qui s'était réellement passé, il ne faut pas sous-estimer l'impact de la propagande officielle surtout quand, en plus, tu as la CGT qui te traite de casseur, d'écologiste. Disons que les événements de l'été ont suscité beaucoup de questions pour savoir la vérité sur les faits ou sur tel ou tel aspect du programme nucléaire, mais que cela est loin de suffire pour obtenir un accord large chez les travailleurs.»

### Comment aller plus loin?

Car là est bien le problème des opposants au programme nucléaire: «Comment aller plus loin après l'expérience du 31 dont beaucoup pensent qu'elle ne pourra pas être répétée sous la même forme. Sur Progil, la section CFDT a l'intention d'engager un travail d'explication sur les conditions de travail à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises, par là on peut faire le lien avec le nucléaire», mais la question est loin d'être résolue.

Certains pensent qu'il n'y a d'autre solution que l'action de commando empêchant matériellement la construction du réacteur. Cela va des «commandos non-violents» préconisés par J.F. Noblet dans Super-Pholix à cette réaction d'un ouvrier de Vicat, militant CGT, membre du comité Malville de Bouvesse: «il ne nous reste plus qu'à faire comme les Corses». Si, dans la réaction de cet ouvrier la question du

### LES VIOLENCES À MALVILLE

«2000 anarchistes, allemands pour la plupart, se sont rués sauvagement sur les forces de l'ordre». «Les manifestants pacifistes ont été débordés par une poignée de casseurs armés jusqu'aux dents, les forces de l'ordre ont dû user de grenades offensives pour se dégager...», tels sont quelques uns des commentaires lus ou entendus après le 31.

Quiconque a participé à la manifestation peut témoigner qu'il s'agit de mensonges éhontés: très peu de manifestants étaient casqués, le casque de mobylette n'ayant de toute façon d'autre utilisation que défensive. Les armes que quelques-uns avaient à la main étaient le plus souvent des bouts de bois ramassés sur place, qui ont principalement servi à écarter les grenades à gaz tombées à terre. Toute la tactique de la police appuyée par un hélicoptère a consisté à faire venir le cortège vers un cul-de-sac d'où ils ne pouvaient pas reculer en raison de la pression des 60 000 manifestants arrivant par derrière. Les lanceurs de grenades se sont poursuivis pendant 5 heures alors que quasiment à aucun instant, les manifestants n'ont pu s'approcher des CRS. D'ailleurs les seuls blessés graves chez les forces de l'ordre sont dus à la mauvaise manipulation par l'un d'eux d'une grenade meurtrière et destinée aux manifestants. **Aucun manifestant n'a été arrêté sur le terrain** (il n'y a pas eu de contact). Les arrestations ont été le résultat d'une ratonnade dont ont été témoins tous les habitants de Morestel.

recours à la violence est depuis longtemps résolue «je n'en fais pas une question de principe, je serais même plutôt non-violent mais quand on voit comme ils nous traitent, je n'hésite plus», le découragement vis-à-vis de la possibilité d'extension du mouvement est aussi présent: «on ne sait pas comment faire ici à Bouvesse, l'information on l'a faite... si le maire prenait position, les choses changeraient évidemment mais ce n'est pas possible. Alors nos voisins nous chinent mais on garde nos idées». Le maire de Bouvesse est au PCF «L'année dernière, le maire avait pris position contre la centrale, mais depuis on l'a vite rappelé à l'ordre». Peut-on débloquer la situation sur cette entreprise, sur ce village tout proche du site sans faire le lien entre la position que le PCF a su rappeler avec tant d'efficacité au maire de Bouvesse et l'ensemble de la politique de ce parti?

A ce niveau, l'argumentation de certains écologistes lorsque, assimilant la classe ouvrière au PCF, ils la considèrent comme fortement contaminée par le «productivisme» n'aide pas à l'extension du mouvement en direction des couches populaires. Marcel de Progil, pense que les comités Malville doivent faire attention: «C'est vrai que chez beaucoup de copains, être contre le nucléaire, avoir des idées écologistes cela veut dire renoncer à la voiture, à certains appareils ménagers... Il y a du gaspillage à ce niveau, parce qu'on nous force à consommer ces trucs, on est plus ou moins

obligé de les utiliser en raison de nos conditions de vie. Mais ce n'est pas le plus important. A Progil, malgré les calorifugeages, c'est incroyable ce qu'on perd comme calories ou ce qu'on fabrique comme produits inutiles et dangereux. Il suffit de sortir dans la rue pour voir la publicité avec tout ce qu'elle bouffe comme énergie, les éclairages de bureau la nuit. Ça il faut en parler et les copains peuvent le comprendre, je crois d'ailleurs qu'il y a un revirement chez les écologistes qui comprennent que si on n'est pas suivi par les travailleurs, on n'arrivera pas. Justement au comité Malville en raison de notre diversité, on va dans ce sens. Brice Lalonde, bien qu'il dise aussi des choses très bien, n'y va pas tellement. Il nous avait d'ailleurs écrit une lettre en parlant des «soi-disant comités malville».

Elargir le mouvement, lui donner une base populaire qui est encore restreinte, suppose un effort important de réflexion et la volonté de partir des préoccupations des masses. Les comités Malville «locaux» (près de Malville) et ceux de la région grenobloise, par leur composition et par leur désir de ne pas éluder les débats politiques peuvent contribuer à avancer dans cette voie. Ainsi feront-ils nécessairement apparaître de nouvelles interrogations plus précises sur le «débat de société» engagé à propos du nucléaire. Ce dernier point sera abordé prochainement dans la perspective de la victoire du socialisme en France.



Qui sont les «casseurs»? Ceux qui reçoivent les grenades, ou ceux qui les lancent et qui tuent?



## LUTTES OUVRIERES

Lip, après la décision du tribunal de commerce

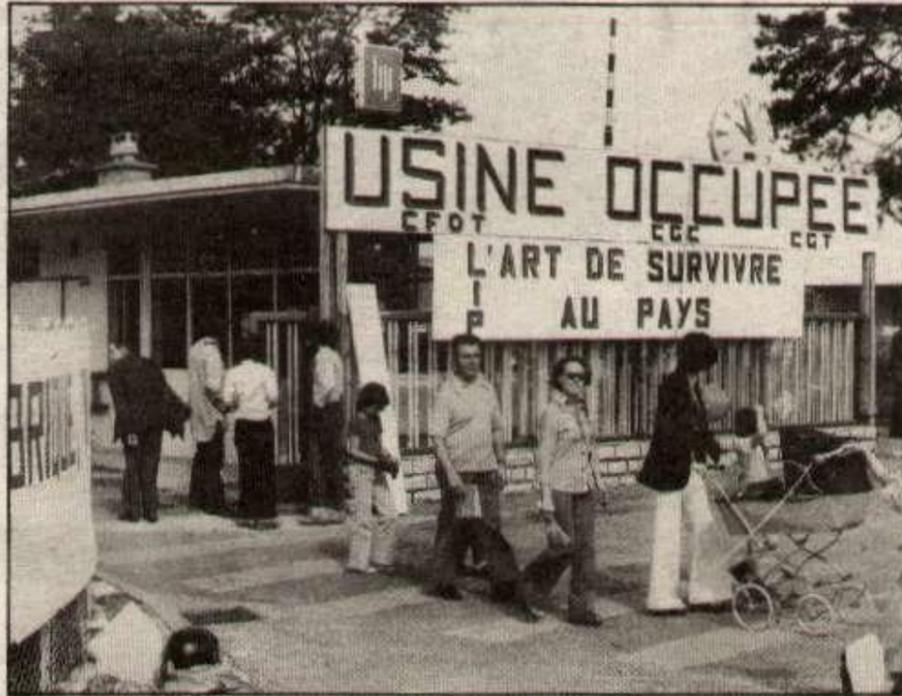
# «NOUS NOUS OPPOSERONS AU DÉMÉNAGEMENT JUSQU'AU BOUT»

«Lip, c'est fini», ironisaient, lundi soir, toutes les chaînes de radio, en annonçant que le Tribunal de Commerce de Besançon avait décidé la liquidation des biens. Déjà en 73, une première liquidation avait été prononcée, mais la lutte des «Lip» avait fait un sort, une première fois, à la fameuse phrase de Mesmer. En 74, le jugement était annulé, Lip redémarrait.

Aujourd'hui, la situation est difficile. Comme le rappelait Charles Piaget lundi, les pouvoirs publics veulent casser Lip. Par ce jugement, qui permet en principe le démantèlement complet de l'usine, il veut porter un coup d'arrêt à une lutte qui a redémarré il y a seize mois.

Seize mois pendant lesquels les «Lip» ont dû affronter plusieurs fois les interventions de la police, venue saisir les stocks de montres, démolir le transformateur... seize mois pendant lesquels les «Lip» ont repris la popularisation, ont développé la vente des montres, ont de nouveau pu se payer, après la fin des indemnités.

Seize mois pendant lesquels aucune proposition n'est venue des pouvoirs



publics. Dans ces conditions, à six mois des élections, les «Lip» ont voulu défendre les possibilités d'une reprise de l'usine, retarder l'échéance de la liquidation. C'est dans ce sens qu'avaient été mis sur pied toute une série de projets. Enquête pour prouver que Lip était viable, accords avec l'Algérie... La municipalité PS propose de racheter l'usine

et offre 500 millions, pour les murs. C'est insuffisant, déclare le tribunal qui estime à un milliard la valeur des installations. Et de toutes façons, que ferait des murs de Lip la municipalité ? Le maire parle d'une centaine d'emplois, dans une hypothèse favorable !

Depuis 73, les «Lip» se battent pour 800 emplois à

Palente. Devant la décision du tribunal, ils ont affirmé clairement qu'ils s'opposeraient jusqu'au bout au démantèlement des machines, au démantèlement de l'usine. Ils ont plus d'une fois montré, par le passé, qu'ils tenaient leurs promesses. Les autorités ont bien affirmé qu'il ne se passerait rien dans l'immédiat. Mais chez Lip, c'est la vigilance.

## Opération «emploi des jeunes»

## PTT : 5 000 VACATAIRES A 1 300 F PAR MOIS



Ils travaillent 120 heures par mois, pour 1 300 F. Ils n'ont aucun droit, ne sont pas mensualisés, ils ne peuvent même pas espérer l'illusoire titularisation que l'on faisait miroiter aux auxiliaires. Ce sont les 5 000 jeunes que les PTT ont commencé à recruter au mois d'août. Ils ont un contrat de trois mois. A Montparnasse où le man-

que de personnel est particulièrement frappant, les vacataires sont mis d'office dans les brigades de nuit, de 18 h à 24 h. Ils n'avaient même pas le droit à une pause pendant ces six heures de travail. La direction leur a finalement accordé une demi-heure, récupérée en réalité par deux jours supplémentaires de travail par mois !

«Une mesure essentiellement destinée à procurer du travail aux jeunes» prétend la direction des postes. De fait, c'est un moyen facile pour désengorger légèrement les centres, tout en payant des salaires au rabais, sur une période à la convenance de la direction.

### Institut français du pétrole : heures supplémentaires gratuites !

Depuis 5 ans, l'IFP refuse de payer les heures supplémentaires du personnel posté, dans les unités-pilotes de Solaise (Rhône). Après un procès en instance et un en appel, la direction allait en cour de cassation ! Le dernier jugement, non seulement revient sur les précédents, mais condamne le syndicat CGT à une amende de 300 francs. Pourtant, les heures supplémentaires ne sont pas payées, sous prétexte que, sur une rotation de 9 semaines, la moyenne est bien de 40 heures. En fait, deux de ces semaines comptent 56 heures de travail. Les deux précédents jugements avaient condamné la direction à 100 millions (d'anciens francs) de rappel.

### Imprimerie Lagrue (Montrouge) dépôt de bilan

L'entreprise de photogravure Lagrue à Montrouge va-t-elle fermer ses portes ? Le bilan a été déposé fin août. Sur les 260 personnes employées, le plan de restructuration entraînerait de 70 à 100 licenciements. Il y a un an et demi, Lagrue avait été «rapprochée» de Victor Michel, qui avait procédé à des licenciements. Depuis des mois, on ne compte plus les imprimeries qui ferment. Le plan Lecat, qui prévoit 15 000 licenciements d'ici 1980, est appliqué avec diligence.

### Les chèques en bois de Madame Bertrand

«Madame Bertrand a cessé toute activité. Adressez-vous au syndicat». Ce sont ces quelques mots que les soixante-dix ouvrières de la «Société Française de Prêt-à-Porter» (S.F.P.P.) à Toulouse ont pu lire à l'entrée de l'usine après leur mois de congés. Autrement dit, l'entreprise était fermée !

Depuis Noël, des «indices» laissaient prévoir cette fermeture : c'est en effet à cette date que les salaires des ouvrières ont commencé à être payés avec retard. Fin juin, les choses s'étaient encore aggravées puisque les salaires furent versés, cette fois avec des chèques... sans provision ! Bien sûr, comme il se doit, Madame Bertrand (qui est la patronne) ne manque pas de mettre en avant un certain nombre de «difficultés de trésorerie» pour expliquer cette fermeture. Difficultés qui, toutefois, ne l'avaient pas empêchée de faire faire de nombreuses heures supplémentaires en juillet !

Les ouvrières viennent de créer une section syndicale CGT. Objectif de la lutte qu'elles viennent d'entreprendre : réclamer l'arriéré de leurs salaires et, bien sûr, le maintien de tous les emplois.

### Compagnie des eaux : campagne verte contre les licenciements

La Compagnie Européenne de Traitement, filiale de la CGE, a l'intention de licencier 60 salariés. La CTE est une filiale de la CGE qui compte plus de 100 filiales et 26 000 salariés. La CGE, qui distribue 47 % de l'eau en France, a une situation financière brillante. Alors ? «Si on licencie à la CTE, affirment les syndicats, c'est uniquement pour servir les intérêts à plus long terme de la maison mère, la CTE étant souvent contrainte de réaliser des affaires peu intéressantes pour elle. La CGT et la CFDT ont décidé, au cas où la direction maintiendrait les licenciements, de dénoncer les superbénéfices des sociétés privées sur la distribution d'eau, les profits sur les taxes, les anomalies des formules de révision des prix, celles des compteurs en location, les paiements au forfait qui conduisent des centaines de milliers d'abonnés à payer 4 à 5 fois plus que ce qu'ils consomment».

### Logeais-Jamin (Benness) les travailleurs en colère

Les dix-huit travailleurs du service «Fruits et Légumes» de l'entreprise rennaise Logeais-Jamin sont en grève illimitée depuis jeudi dernier. Ils bloquent les stocks de marchandises grâce au piquet de grève qu'ils ont mis en place. Leurs revendications essentielles : la titularisation des ouvriers temporaires, l'application d'une grille horaire, une prime de route pour l'ensemble des chauffeurs, le paiement des heures de nuit au tarif fixé dans la convention collective, ainsi que le paiement des arriérés à ce sujet, depuis cinq ans !

## En bref...

• Les travailleurs et travailleuses de l'entreprise américaine Allis Chalmers, située à Dieppe, ont «retenu» en fin de semaine leur patron américain, Mac Canna, en visite pour leur annoncer qu'il avait l'intention prochainement de licencier 165 d'entre eux.

#### Châlons sur Marne Grantil occupé

Depuis une semaine, la majorité des travailleurs de Grantil (papiers peints) sont en grève avec occupation, contre 13 licenciements, pour une augmentation de salaires et la cinquième semaine de congés payés.

Le PDG les a assignés au tribunal des référés pour ce mercredi.

## LUTTES OUVRIERES

Chantiers navals Dubigeon (Nantes)

# GREVE TOTALE CONTRE L'EXTENSION DU POINTAGE

●Faisant suite aux différents débrayages de ces derniers jours, c'est maintenant la grève totale et illimitée des 2 500 travailleurs des chantiers de réparations navales Dubigeon, à Nantes.

A l'origine de cette grève, la décision de la direction des chantiers, d'instaurer de nouveaux pointages : deux au lieu de quatre dans la journée, les travailleurs étant obligés désormais de pointer à la sortie de midi et à celle du soir.

En outre, les patrons de Dubigeon entendent changer les pointeuses de place : les travailleurs seraient obligés de pointer sur leur lieu de travail (atelier ou chantier) et non plus au vestiaire comme cela se faisait auparavant. Les conséquences de ce nouveau système apparaissent vite quand on sait, comme nous le rappelait hier un militant syndical CFDT de l'usine que «géographiquement, le chantier où nous travaillons est très étendu, en longueur surtout. Certains ateliers ou «bords» (endroits où sont fabriqués ou réparés les navires) se situent à 600, 800 mètres, quand ce n'est pas plus, des vestiaires. Entre le

temps de quitter le vestiaire et d'aller sur le lieu de travail, globalement il faut bien compter 10 minutes.» Autrement dit, les travailleurs seraient donc obligés, pour pointer à 7 heures sur leur lieu de travail, de se changer et donc d'arriver au moins 15 minutes avant. Le soir, ils ne pourraient quitter le travail que 15 minutes après les horaires prévus. C'est donc trente minutes de présence supplémentaire que la direction des chantiers Dubigeon veut imposer aux travailleurs, 30 minutes non payées s'entend.

Les travailleurs refusent l'allongement de leur journée de travail, déjà fort

importante (la plupart d'entre eux effectuent déjà de longs trajets). Le but visé par les patrons des chantiers Dubigeon est bien sûr qu'un maximum de travail soit fait dans le temps fixé par la convention collective de l'établissement.

En cas de refus par les travailleurs de ce qui n'est rien d'autre qu'une augmentation de la charge de travail, la direction avait prévu une parade qu'elle croyait sans faille : la sanction et la diminution «légitime» du salaire (15 minutes de retard au travail entraîneraient une heure de salaire en moins).

Ce renforcement du pointage est un des moyens qu'a trouvés Dubigeon pour tenter de faire payer ses «difficultés» actuelles aux travailleurs... En plus, des licenciements prévus et du chômage partiel ! Un moyen qui, comme les autres, est rejeté par les travailleurs.

Montefibre (Saint Nabord)

# LES «MONTEFIBRE» A EPINAL, JEUDI



La nouvelle réunion du comité d'établissement de Montefibre qui devait avoir lieu hier, ne s'est finalement pas tenue. Du côté de la Montedison, on prétendait pourtant l'avoir préparée avec grand soin. A la vérité, la direction de sa filiale française a refusé jusqu'au dernier moment la demande des délégués pour que cette réunion se tienne, comme d'habitude, dans les locaux de l'usine.

La Montefibre veut évi-

ter autant qu'elle peut de l'aventure de Casali ne se répète !

En ce qui concerne le fuel nécessaire à la marche de l'usine de St Nabord, c'est ce soir qu'une nouvelle livraison de fuel doit être obtenue par les travailleurs, sous peine de l'arrêt des colonnes de polymérisation.

Le 15 septembre, c'est

à-dire jeudi, les «Montefibre», qui entendent bien éviter l'isolement, iront manifester une nouvelle fois à Epinal. Deux jours plus tard, ce samedi, c'est à Paris qu'ils seront, alors qu'auront lieu les négociations salariales entre syndicats et patrons du secteur textile.

A Montefibre, les salaires sont actuellement de 15% inférieurs à ceux des autres usines du secteur !

## INFORMATIONS GENERALES

Prochaine publication de la loi sur la protection de la nature.



Manifestation pour le boycott de l'enquête d'utilité publique sur la centrale du Pellerin.

# UNE LOI SANS IMPACT

●Après cinq ans de tergiversations, le Parlement avait voté l'an dernier la loi sur la protection de la nature qui prévoyait principalement de soumettre tout projet de construction, d'aménagement... à une étude préalable pour en mesurer les répercussions sur l'environnement. Un an a encore passé avant que D'Ornano actuel ministre de l'environnement présente les décrets d'application de cette loi qui doivent être soumis au Conseil d'Etat ne seront publiés qu'en octobre et applicables en décembre.

L'article 2 de la loi sur la protection de la nature porte sur ce qu'on appelle les études d'impact. Il s'agit d'une analyse des conséquences qu'aurait sur l'environnement la réalisation d'un projet : construction d'un barrage, d'une usine, d'un gros ouvrage...

Cette disposition qui devrait aller de soi, n'est pour l'instant pas appliquée. C'est-à-dire que les effets sur l'environnement ne sont en général pas étudiés avant l'ouverture d'un chantier. La publication d'une loi dans ce sens pourrait donc présenter un progrès.

Selon le décret qui doit être publié, tout projet soumis à autorisation : route, autoroute, aéroport, centrale, lotissement, remembrement... doit être précédé par une étude d'impact préalable. Le dos-

sier d'impact présente l'état du site avant les travaux : paysage, faune, végétation, équilibres écobiologiques... il examine les répercussions sur ces divers éléments du projet. Il doit justifier du projet et proposer des mesures pour réduire les inconvénients du projet pour l'environnement. Cette étude doit être financée et réalisée par le promoteur. L'étude d'impact est jointe au dossier soumis à l'enquête d'utilité publique, elle ne devient publique qu'à ce moment.

Cette loi ne présente aucune garantie, mais par contre d'importantes lacunes. Notons d'abord qu'elle ne concerne que les projets postérieurs à décembre 1977. Ainsi, le sur-régénérateur de Creys-Malville n'est pas concerné et plusieurs autres centrales nucléaires.

Se limitant aux répercus-

sions sur le milieu écologique, la loi ignorera les conséquences pour les travailleurs de la région concernée. Supposons, ce qui n'est même pas le cas qu'une étude d'impact soit effectuée pour le barrage de Naussac. Les inconvénients de ce barrage ne sont pas principalement d'ordre écologique, il pourrait donc être maintenu tel quel, par contre, le fait qu'il dépeuple une vallée fertile, qu'il contribue à accentuer la désertification de la Lozère serait passé sous silence.

Sur la façon dont seront effectuées les études d'impact, la loi ne dit rien, si ce n'est qu'elles seront faites par le promoteur qui a tout intérêt que son projet soit réalisé au moindre coût dans les délais les plus brefs.

En principe, le ministère de l'Environnement contrôlera les études d'impact, on sait la confiance qu'on peut lui faire : il n'est jamais intervenu à ce jour sur le moindre projet.

Les travailleurs et les habitants des sites ne seront pas associés aux études d'impact alors qu'ils sont les premiers concernés et les plus qualifiés pour cela. Ils n'auront connaissance du dossier qu'au moment de l'enquête d'utilité publique dont on peut constater chaque jour qu'elle n'est qu'une simple formalité et que favorable ou non, elle n'a aucune influence sur la décision finale.

Enfin, cette nouvelle loi demeure en définitive sans conséquence, car elle n'oblige pas le promoteur à modifier son projet même si l'étude d'impact fait apparaître de graves risques pour l'environnement.

## Aristy en liberté provisoire

Hector Aristy, inculpé dans le rapt de Revelli-Beaumont a été remis lundi en liberté provisoire par le juge Franceschi après 88 jours de détention. Aristy qui souffre de diabète était à l'infirmerie de la prison de Fresnes. Il avait annoncé qu'il ferait une grève de la faim s'il n'était pas libéré. Aristy s'était offert comme médiateur entre les ravisseurs et la famille de Revelli-Beaumont, Aristy avait été maintenu en détention malgré la décision du juge qui avait décidé sa mise en liberté, le parquet ayant fait appel.

Un autre inculpé, Hector Villalon attend encore sa mise en liberté. Là aussi, le juge a demandé sa libération, là aussi le parquet a fait appel.

Ser je LIVET

**INFORMATIONS GENERALES**

● **Que contient le rapport du ministres des finances sur la répression des arrêts de travail ?**

**La police des arrêts de travail que le pouvoir veut mettre en place**

«C'est un bruit qui court depuis le mois de juillet dernier : le ministère des Finances a mis à l'étude le problème des arrêts de travail et les moyens possibles de leur répression. C'est M. Heilbronner, inspecteur des Finances, qui a conduit cette étude, qui devrait être publiée d'ici peu et dont le *Quotidien* révèle aujourd'hui la teneur en en publiant ces extraits.

Ce rapport préparé dans le secret par le Ministère des Finances n'est pas le premier du genre. Déjà et tour à tour, le ministre du Travail, l'inspection des Affaires Sociales et le Haut Comité Médical de la Sécurité Sociale se sont «penchés» sur le problème. Cet intérêt du ministère des Finances ne fait que marquer un peu plus l'importance croissante qu'accorde la bourgeoisie à «rationaliser» à tout prix son économie, contre les travailleurs.

**TRAVAIL SUR ORDINATEURS POUR LA POLICE MÉDICALE**

Le rapport Heilbronner veut rendre «plus efficace le contrôle Médical de la Sécurité Sociale. Ce contrôle doit être rapide, et sélectif en portant notamment sur les grands absents et les récidivistes». Le rapport écarte l'idée de généraliser le contrôle patronal privé, type Sécurex «parce qu'il n'a pas encore une existence assez assurée pour qu'on puisse fonder sur lui tout l'équilibre du système». Autrement dit, parce que les travailleurs n'en veulent pas, que de nombreux médecins le récuseraient et que les arrêts des tribunaux l'ont à plusieurs

dans l'année sont tenus pour responsables d'un effet de «provocation» ou de «contagion» par rapport «aux autres salariés» de l'entreprise. S'appuyant sur l'expérience de flicage des récidivistes de la Caisse d'Évreux, le ministre des Finances suggère une détection des malades par ordinateurs. Les contrôles à domicile seront renforcés. Le temps de sortie autorisée (actuellement 10 h -16 h) serait réduit «pour ne plus inviter au travail au noir!». Toute absence en dehors des nouveaux horaires entraînerait «la suspension immédiate des indemnités journalières». Le rapport affirme que 10 % seulement des arrêts délivrés par un médecin le sont «pour un motif médical



inévitables et il n'est peut être pas mauvais que les médecins disposent ainsi des moyens de faciliter la solution de certains problèmes sociaux, mais encore faut il qu'ils le fassent avec une claire conscience du coût de leurs décisions» affirment les experts des Finances, navigant entre le souci de réprimer l'absentéisme et le souci d'éviter que le ras le bol qui s'exprime par ce moyen ne se mue en une explosion de grèves dures (comme ce fut le cas il y a quelques années en RFA) en cas de restriction sévère.

**UNE INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE 35 F ET L'ALLONGEMENT DU DÉLAI DE CARENCE À 7 JOURS**

Le Ministère des Finances propose des «remèdes» scandaleux. Jugeons-en. Il se propose de ramener l'indemnité journalière à 35 F par jour pour tous (bien en dessous du SMIC : le maximum mensuel ne dépasserait pas 1 000 F)

Les technocrates tiennent cette mesure inadmissible presque pour un moyen éducatif, de nature «à faire mesurer au malade le coût de sa maladie pour la collectivité». C'est le même raisonnement de financier capitaliste qui fait suggérer au ministère de porter «le délai de carence» de 4 à 7 jours ! (c'est le délai en deça duquel le malade ne touche aucune indemnité).

**LE CHANTAGE AU CHOMAGE PARTIEL**

Partant du point de vue que le «taux d'absence» est «l'indicateur d'un ma-

laise» dans l'entreprise, le rapport suggère d'en rechercher systématiquement la cause y compris dans le cas des petits arrêts (très nombreux). Jugez la méthode. Sous prétexte de vérifier qu'il ne s'agisse pas d'un travail malentendu dans l'équipe de travail, ou d'une maudite des Finances se pro-

**L'ABSENTÉISME À L'ÉTRANGER**

	Taux Global	Taux Maladie seule
FRANCE Calcul sur base S.S.	8,3	5,7
RFA (Note 1)		7,5
Royaume Uni		4,5
Italie	11,6	7,5
Pays Bas (Note 2)		
Industrie seule		9,2
Toutes activités		8,8
Suède (Note 3)		10,5
U.S.A. (Note 4)	4,5	

Le développement de l'absentéisme est inéluctable dans les pays capitalistes. Comme le montre ce tableau extrait du rapport, la France ne constitue en aucun cas une exception.

vaise adaptation au poste de travail, le chef de service pourrait, grâce à la suppression de l'anonymat «prendre des nouvelles» d'un travailleur en le convoquant dès la reprise du travail ! C'est, entre autres, par ce genre de flicage feutré que le minis-

trumental avoue pourtant lui-même : «Toute action pour modérer l'absence au travail sera difficile (...) du fait de l'existence de droits acquis ou d'habitudes». Ne le détruisons pas ! Le projet scélérateur ne doit pas passer !

Pierre PUJOL

**LA MALADIE : 78% DES CAUSES D'ARRÊT**

Le nombre de journées chômées pour arrêt de travail (accident ou maladie) représente en 1975, 380 millions, soit 100 fois plus que les jours chômés pour grève. Cela correspond à une absence moyenne de 21 journées ouvrées par an et par salarié. La maladie constitue 78 % des causes d'arrêts de travail. Les absences sont les plus fortes dans les secteurs où les conditions de travail sont les plus dures (métallurgie, automobile, textile et caoutchouc). Ce sont les moins qualifiés (manœuvres et OS) qui sont le plus souvent malades. Les mois où se concentrent les arrêts sont les plus froids (décembre, janvier, février et mars).

reprises mis en cause. Partant du raisonnement statistique (donc forcément simpliste) qui montre que 4 % des salariés «consomment» 50 % des indemnités journalières (travailleurs en longue maladie ou relevant d'un accident du travail grave) le rapport suggère d'accorder «une attention particulière» à ces «grands absents», c'est-à-dire de mettre sur pied un «contrôle serré» de ces malades. Pour cela chaque caisse élaborerait un fichier des «grands absents» mis sur ordinateur. Un contrôle médical systématique de ces malades sera effectué «en collaboration avec le médecin du travail!».

**LA CHASSE AUX «RÉCIDIVISTES»**

Les travailleurs qui s'absentent trois ou quatre fois

strictement défini» les 90 % représentent «les attentions d'examen complémentaires» les arrêts pour fatigue ou pour raison sociale (soigner un enfant !)

**DES SANCTIONS POUR LES MÉDECINS TROP LARGES**

«Dans l'état de notre société, il est sans doute

Les inspecteurs des Finances proposent que le «volet» d'arrêt de travail mentionne le coût de l'arrêt, que le ministère de la Santé et du Travail écrive une lettre trimestrielle aux médecins pour leur expliquer ce que coûtent financièrement leurs prescriptions et les arrêts qu'ils ordonnent... Le rapport Heilbronner veut remettre à l'ordre du jour un «profil médical» des médecins «gros prescripteurs» et en visage d'engager «dans quelques cas exemplaires» (où commence et finit l'exemple ?) des poursuites devant les tribunaux et le Conseil de l'Ordre (le voilà !).

**LES MÉTHODES DE LA CAISSE DE VALENCIENNES (citées en exemple par le rapport)**

A Valenciennes, les malades arrêtés doivent recopier l'ordonnance du médecin et signaler à la caisse l'affectation diagnostiquée ! Une «cellule administrative» trie leurs envois et dirige le contrôle médical vers les cas qui semblent «abusifs».

A Evreux, c'est un ordinateur qui détecte les récidivistes et leur envoie la police médicale !

**Marseille**

**NOUVEL ÉPISODE DE LA GUERRE DES GANGS**

Génoyer, homme d'affaires marseillais aux dents longues qui a fait parler de lui à de multiples reprises n'aime pas qu'on mette en doute sa réussite dans le business. Et comme il a des appuis politiques un peu partout : il fricote avec les giscardiens et avec Defferre, de l'argent : un groupe de presse, il peut donc, du moins le pense-t-

il faire régner sa loi à Marseille. «Le Meilleur» a eu le tort de s'attaquer à Génoyer dans sa dernière édition. Cette feuille tirait dans son édition provençale un article à sensation sous le titre «Génoyer c'est la faillite». Prévenu par ses informations et par les affichettes qui commençaient à faire leur apparition sur les kiosques de

Marseille pour annoncer cette édition, Génoyer n'a pas lésiné.

Un commando de cinquante hommes a investi l'imprimerie du «Meilleur», détruit les films concernant Génoyer et dicté un nouvel article : «Génoyer repart à l'attaque». pendant ce temps les affichettes de la première édition disparaissaient dans Marseille.

## POLITIQUE

## Le PS s'interroge ?

Pierre Beregovoy, dans une interview au *Matin*, donne son avis sur l'«atmosphère de la gauche à la veille du sommet»: «Je reste suspendu à deux interrogations: est-ce que le PCF continue à prendre ombrage de l'existence d'un grand parti socialiste? Ou serait-il tenté de changer de stratégie?». Accusant d'autre part le PCF de préférer des «accusations mensongères» à l'égard du PCF, il refusera néanmoins tout commentaire sur le discours de Marchais de la Courneuve.

## Suspens !

Mme Janine Alexandre Debray, la dame qui faisait la grève de la faim parce que la «majorité» ne voulait pas de femmes dans sa liste pour les sénatoriales à Paris, a recommencé de se nourrir. Dans «un extrême état de faiblesse», elle n'a fait aucune déclaration; on ne sait donc point si la droite se décidera à présenter une femme sur sa liste.

## «Un couple difficile»

Chevènement était mardi matin l'invité d'Yvan Levaï, sur Europe 1. Au cours de son entretien, il a fait référence au sommet de 1972 en déclarant: «Le sommet de 72 n'était pas une lune de miel. On s'est couché à 6 heures du matin... Nous avons froilé la rupture plusieurs fois... On considère que la gauche c'est soit une partie de plaisir, ou une lune de miel, soit un affrontement ne pouvant aboutir qu'à la rupture. En réalité, c'est un couple difficile parce qu'il vient de loin». Il est revenu enfin sur le discours de Marchais de dimanche: «Ce qui inquiète profondément les communistes, (...) c'est qu'ils savent que le parti socialiste a stratégiquement des solutions de rechange à l'union de la gauche, si le PCF devenait trop insupportable!» Puis, sur les possibilités d'accords au sommet, Chevènement s'est montré optimiste: «L'accord est parfaitement possible dès demain, les divergences sont surmontables, les trois disent vouloir rester fidèles au programme commun de 72. (...) Je pense qu'il pourrait y avoir accord dès demain sans exclure de petites péripéties supplémentaires.»

## Nouveau plan de relance de Manufrance

Un projet de relance de Manufrance a été élaboré par un cadre supérieur de l'entreprise. La CGT, qui tenait une conférence de presse lundi, au siège de la fédération de la métallurgie à Paris, a déclaré à ce sujet: «En tant qu'organisation syndicale, nous apprécions à sa juste valeur une telle démarche qui fait la démonstration que d'autres solutions existent plutôt que la vente de la société et le bradage du potentiel industriel et commercial de Manufrance». La municipalité, pour sa part, se montrerait favorable à ce projet.

## Sommet de la gauche

«Socialisme» à la Soarès ou «socialisme» à la Gierak

## UN SOMMET CONTRE LES TRAVAILLEURS



La signature du programme commun, le 27 juin 72; en 5 ans, les rapports de force ont changé.

● C'est donc ce mercredi que PCF et PS, flanqués des Radicaux de gauche, négocient au sommet la nouvelle mouture du programme commun, qui doit constituer la plate-forme électorale de la gauche pour les élections de 78. Depuis quatre mois, les éclats de voix de la

querelle meublent journaux et télévision, et certains vont même jusqu'à envisager qu'aucun accord ne se fasse sur un nouveau programme. Marchais lui-même dimanche à la fête de l'*Humanité* tentait d'accréditer cette thèse: «L'accord n'est pas certain»!

Allons donc! Le PCF, aux portes de gouvernement, refuserait de son propre gré de ramasser les fruits de la politique d'alliance avec le PS développée depuis 5 ans. Le PCF, qui depuis 15 ans développe comme seule et unique perspective pour les travailleurs la victoire électorale de l'union de la gauche, prendrait le risque de faire ainsi volte-face, décourageant du même coup nombre de ses électeurs qui déjà se posent de multiples questions sur la nature de l'union de la gauche.

Il apparaît dans ces conditions peu vraisemblable que le PCF prenne l'initiative de la rupture compte-tenu du préjudice électoral qu'il subirait, et surtout de l'impossibilité qui en résulterait pour lui de pénétrer enfin dans les ministères, dans les rangs de la haute administration, dans la direction des entreprises nationalisées. Certes la querelle tout cet été a été menée tambour battant; il s'agissait là surtout de se démarquer du PS mais non de rompre. Se démarquer, parce qu'il devient de plus en plus patent aux yeux des travailleurs que Barre et Mitterrand ont toute une série de points de convergence, et que cela jette un discrédit net sur l'union de la gauche et le gouvernement qui en résulterait. Pour le PCF ces convergences ne constituent pas une surprise loin de là, mais il ne peut être trop regardant: l'union de la gauche est pour lui un marche-pied pour accéder au gouvernement, qu'il entend préserver parce qu'il n'en a pas d'autre. Aussi, la polémique avec le PS visait un but précis: valoriser les propositions du PCF, porter un coup d'arrêt aux questions qui se multipliaient chez les travailleurs sur la réalité des changements qu'apporterait la gauche, mais surtout ne pas briser l'alliance électorale avec le PS. La réconciliation inévitable est donc au bout de la polémique.

Surtout que le PS de son côté ne peut non plus remettre en cause, sans dommage, l'accord électoral de 72. Certes il a déjà tiré de son alliance un profit important puisqu'il est maintenant grâce à la nouvelle virginité que lui a donné le PCF en 72, le premier parti de gauche sur le plan électoral devançant nettement le PCF alors qu'on s'en souvient, la vieille SFIO vermoulue était à la fin des années 60 en chute libre. Mais ce capital électoral, et le PS, lui-même, résisteraient mal à la rupture de l'union de la gauche avant les élections. Aussi les dirigeants du PS tout en envisageant de se débarrasser de leur allié encombrant, après 78, n'entendent pas le faire avant d'avoir encaissé toutes les plus values électorales de leur position.

C'est pourquoi la rupture de l'union de la gauche au terme de ce sommet paraît être l'hypothèse la plus invraisemblable. Peut-être, sans doute même l'accord ne se conclura-t-il pas par un seul sommet, ni sans éclats de voix. Mais il est à prévoir que le PCF, après avoir enregistré quelques concessions secondaires du PS, acceptera compte-tenu du rapport de force, de passer par les conditions que lui posera son rival. L'essentiel pour lui est de pouvoir mettre en avant une ou deux concessions, prouvant que «la polémique a porté ses fruits», que «la qualité de l'union s'est élevée», et qu'il ne reste plus qu'à se mettre au travail électoral! La précédente polémique de 75 avait connu une fin identique avec les cantonales de l'année dernière.

Voilà en fin de compte à quoi devraient aboutir ces 4-5 mois de polémique acerbe. Démagogiquement, le PCF a tenté d'in-

téresser les travailleurs à leur querelle, prétendant que c'était le débat essentiel pour l'avenir. Dimanche, Marchais à la fête de l'*Humanité* n'hésitait pas: «Je vous le demande à vous les travailleurs: sur quoi voulez-vous vous, que nous nous mettions d'accord avec le PS? Sur le SMIC à 2 200 francs ou à 2 400 F...»

C'est vraiment exprimer là un profond mépris pour les travailleurs que de les solliciter de cette manière. Qui pourra dire qu'il préfère 2 200 F à 2 400 F comme salaire?

Mais cet artifice grossier prend toute sa consistance dans la bouche d'un Marchais. Alors que sur la dictature du prolétariat, sur le Parlement européen, ou sur la force de frappe, les travailleurs, et même les militants de base se sont vu asséner la position du PCF, sans aucune discussion ou débat préalable, par une simple déclaration de Marchais à la télévision, le PCF se targue d'agir démocratiquement et de se faire l'interprète auprès du PS, de l'avis des travailleurs et de leurs intérêts!

Polarisant volontairement le débat, sur ce qu'il a appelé le chiffrage du programme commun, ses propositions économiques, le PCF se garde bien d'éclairer la réalité de son projet politique, et évidemment de consulter les travailleurs dessus. Or, l'examen attentif de ces propositions révèle non seulement qu'il n'y a aucune garantie que les fameuses promesses, sur les salaires, sur les retraites... seront tenues, mais surtout que l'extension des nationalisations, la répartition des fauteuils ministériels, et la recomposition de

certains ministères guignés par le PCF, sont autant de moyens imaginés par le PCF pour propulser aux postes de commande de l'économie capitaliste de nouveaux bourgeois qui rejoignant la bourgeoisie actuelle remodelée, effectuent avec des moyens accrus, la même besogne.

La critique récente et du bout des lèvres du PCF à l'égard des aspects les plus odieux de la dictature bourgeoise qui sévit dans les pays de l'Est, ne saurait faire oublier que le PCF ne développe en fait aucune critique contre le capitalisme d'Etat dominant dans ces pays; et pour cause! puisqu'il a façonné pour une bonne part, son projet sur le modèle de ces pays.

Opportunément, la coïncidence du voyage de Gierak à Paris, avec le sommet pour la renégociation du programme commun, nous rappelle que cette société polonaise de capitalisme d'Etat non seulement soumet à la plus dure exploitation les travailleurs de ce pays, mais leur fait tirer dessus quand ils manifestent contre la hausse des prix, comme à Gdansk en 70, ou à Ursus et Radom en 76.

Plus que jamais, la renégociation du programme commun, et les gesticulations démagogiques de Marchais, sont là pour rappeler que ni d'un côté, ni de l'autre, les véritables aspirations au socialisme et à la révolution ne sont prises en compte. Le «socialisme» des Soarès et Schmidt, comme celui des Husak et des Gierak, les travailleurs de notre pays n'en veulent pas.

## Convergences et divergences

### I - Le calendrier d'application

- **Le PCF propose :**  
 - Le SMIC à 2 200 F dès aujourd'hui, soit environ 2 400 F en avril 78.  
 - Un écart des salaires de 1 à 5 au terme de la législature  
 - la gratuité des frais scolaires dès la rentrée 78.  
 - la construction, dès 78, de 100 000 HLM.  
 - l'augmentation de 50 % des allocations familiales.  
 - la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, avec pension complète.  
 - 18 semaines de congés maternité pour les femmes.  
 — **Le PS propose :**  
 - le SMIC à 2 200 F en avril 78.

- un écart des salaires de 1 à 7 et une réduction de l'écart des revenus.  
 - «la priorité donnée aux HLM»  
 - l'augmentation de 25 % des allocations familiales.  
 - la retraite à 60 ans pour les hommes, et 55 ans pour les femmes, avec le revenu pré-retraite.  
 - 16 semaines de congés maternité.

- **Les radicaux de gauche proposent :**  
 - le SMIC à 2 200 F en avril 78.  
 - une réduction de l'écart des revenus sans précision,  
 - «la priorité donnée aux HLM»

- l'augmentation des allocations familiales sans précision.  
 - la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, avec le revenu de pré-retraite.  
 - 20 semaines de congés maternité.

Ces différentes propositions sont le type même des questions «négociables», en tenant compte à la fois des possibilités réelles de l'économie capitaliste, et aussi du fait qu'il faut à la gauche un certain nombre de mesures sociales précises pour prendre la voix des travailleurs.

### II - Les réformes économiques

- **Le PCF propose :**  
 - la nationalisation de trois nouveaux groupes : l'ensemble de la sidérurgie, Peugeot-Citroën, et la CFP.  
 - indemnisation des actionnaires par des obligations non négociables.  
 - composition des conseils d'administration des entreprises nationalisées : un tiers de travailleurs syndiqués, un tiers d'usagers, un tiers de représentants de l'État. Le président du C.A. est élu par le conseil.  
 - une heure d'information syndicale payée.  
 - conseils d'ateliers élus et dépendants du comité d'entreprise.  
 - impôt sur les fortunes supérieu-

- res à un million de francs.  
 - nationalisation des filiales à plus de 50 %.

- **Le PS propose :**  
 - Transformation des prêts de l'État à la sidérurgie en actions participatives.  
 - indemnisations des actionnaires par des obligations négociables.  
 - composition des conseils d'administration des entreprises nationalisées : un tiers de travailleurs, pas forcément syndiqués, un tiers d'usagers, un tiers nommé par l'État. Le président du C.A. est élu par le C.A. sur la base d'une liste d'aptitude proposée par le gouvernement.  
 - impôt sur les fortunes de plus

- de deux millions de francs.  
 - seules les filiales à 100 % doivent être nationalisées.

- **Les radicaux de gauche proposent :**  
 - La même chose que le P.S...

Cette «corbeille» de la discussion va bien sûr être l'objet d'une âpre lutte. Ce qui est en jeu, à terme, c'est fondamentalement le type de capitalisme mis en place. Des modalités d'accords pourront être trouvées, mais c'est le rapport de force qui sera déterminant dans le recul des uns ou de l'autre.



### III - La Défense nationale

- **Le PCF propose :**  
 - Participation de la France aux conférences sur le désarmement  
 - maintien de l'armement atomique.  
 - adoption d'une stratégie tous azimuts.  
 — **Le PS propose :**  
 - Action de la France pour que s'ouvre une vraie négociation sur

- le désarmement.  
 - maintien «en état» de l'armement nucléaire.  
 - référendum sur cette question.  
 - refus de la stratégie «tous azimuts».

- **Les radicaux de gauche proposent :**  
 - La même chose que le PS...

Un texte de compromis sur ce point a déjà été adopté par les quinze négociateurs. Il pourrait fort bien, à quelques nuances près, être repris. En fait, la question essentielle sera celle du référendum, qui a déjà provoqué les foudres de Marchais.

### IV - Les institutions

- **Le PCF propose :**  
 - Extension de la proportionnelle à toutes les élections.  
 - nouvelles élections aux assemblées régionales dès 1978.  
 - division du ministère de l'Économie et des Finances et création d'un ministère du Plan.  
 - division du ministère de l'Intérieur et création d'un ministère des collectivités locales.  
 — **Le PS propose :**  
 - Extension de la proportionnelle

- à toutes les élections, sauf les cantonales.  
 - mutisme du PS sur les postes ministériels.

- **Les radicaux de gauche proposent :**  
 - Extension de la proportionnelle aux législatives, sénatoriales et municipales dans les villes de plus de 20 000 habitants.  
 - division du ministère de l'Économie et des Finances et création d'un ministère du Plan.

Hormis le problème de la proportionnelle, la grande question qui sera discutée en petit comité, est celle des postes ministériels. En fait, c'est la composition de l'éventuel gouvernement de gauche qui est en jeu. A moins que Mitterrand n'impose d'avoir totalement les mains libres, ce qui est l'hypothèse la plus probable.

# abonnez-vous



## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRmi   
 - *Pékin Information*   
 - *La Chine en Construction*   
 Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

### et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

#### Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paul Lejeune)   
 + *La Commune en bandes dessinées*   
 - *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)   
 - *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)   
 - *Les enfants de Xisha* (Haoran)   
 - *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)   
 - *La Commune de Paris* (Lissageray)   
 - *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)

#### Parmi les disques :

- *Ken Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons   
 - *Viva la Vida*, Carlos Andreou   
 - *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine   
 - *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC   
 - *Au choix, disques chiliens : Checca*   
     Chile  Resistencia   
 - *Nausac*   
 - *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*   
 - *Ki Du* (Gilles Servat)   
 - *Ça branle dans le manche* (François Tusques)   
 - *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)   
 - *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

### sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)  
 - Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

NOM (en capitales) .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....  
 Ville ..... Date : .....

- Abonnement normal 350 F   
 Abonnement de soutien 600 F   
 ... F

Mode de versement : — en une fois  — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
 Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

**POLITIQUE**

Le PS et les écologistes

# UNE TENTATIVE DE SÉDUCTION QUI N'A PAS CONVAINCU

● Le *Nouvel Observateur* rend compte cette semaine du colloque qu'il a organisé voici quelques temps avec la revue *Faire*, revue de la «tendance» Rocard dans le Parti socialiste.

Thème central des travaux du colloque : «La gauche, l'Expérimentation et le Changement social». Un numéro spécial de chaque revue organisatrice lui sera consacré exclusivement. L'intérêt de tels travaux réside plus dans les motivations qui ont poussé le parti socialiste, ou tout du moins une partie de celui-ci, à organiser de tels travaux qui abordaient des thèmes tels que : les «radios libres», la «médecine de quartier», ou plus généralement l'écologie...

«La gauche, l'expérimentation, et le changement social» : de quoi s'agit-il ? De beaucoup de choses très diverses, à en croire les différents forums de ce colloque. Dans les faits, il s'agit surtout d'une tentative de la part du PS de reprendre à son compte un certain nombre d'aspirations ou d'expériences, surgies à la faveur de la crise actuelle, comme par exemple les expériences de luttes de quartier, expérience d'autogestion, de luttes de femmes..., de les reprendre à son compte en les vidant en fait de leur contenu. Il est remarquable qu'une telle entreprise ait été tentée par ce que l'on peut qualifier comme l'une des tendances les plus réactionnaires du parti socialiste. Paradoxe en apparence : la similitude des propositions de cette tendance avec le plan Barre oblige celui-ci à se donner un certain vernis «progressiste». C'est là une première explication. L'autre raison peut se trouver dans les difficultés du PCF à pénétrer ce type de débats ; les réserves, fondées, de la majorité des écologistes à l'égard du PCF dont ils mesurent l'écart entre son projet politique et leurs aspi-

ration, les socialistes voudraient bien l'utiliser à leur profit. La référence à l'autogestion, concept passe-partout, est une «clé» qu'ils n'ont pas hésité à utiliser abondamment jusqu'ici. On ne peut également s'empêcher de faire le parallèle entre cette soudaine vocation d'«innovateurs» et d'«expérimentateurs» que se sont trouvés ces messieurs, et le soutien que, par exemple, un journal comme le *Nouvel Observateur* a donné aux nouveaux philosophes. Si les armes sont différentes, la cible est la même : les sondages sont suffisamment éloquents sur l'importance du «phénomène écologique» ou plus généralement, sur l'importance des aspirations, mêmes confuses et diffusées, à une autre société.

Voilà pour l'objectif. Les moyens pour l'atteindre, c'est la démagogie que l'on connaît à Rocard : discours flatteur tout en restant «ferme» sur ses positions, pour donner l'image de la sincérité. Malgré tout cela, des ombres sont apparues au tableau. Les écologistes présents, des Amis de la Terre s'interrogèrent sur la validité d'un tel discours :



Le PS tente de dévoyer les aspirations à une autre société.

«La gauche traditionnelle définit des objectifs apparemment très proches des nôtres. Mais quand la gauche veut prouver qu'elle est «responsable» et bonne gestionnaire de l'économie, elle tient un tout autre discours. N'y a-t-il pas là une contradiction fondamentale ? Les chemins qu'elle choisit pour assurer une bonne gestion ne risquent-ils pas de mener à des objectifs exactement opposés à ceux que la gauche prétend atteindre ?»

Ces interrogations reflètent d'une certaine manière le débat existant aujourd'hui dans de nombreuses couches qui, à travers des expériences diverses, remettent en cause le système, s'interrogeant sur le type de société nouvelle à édifier. Ces aspirations ne manquent pas d'entrer en contradiction avec les propositions de la «gauche» et peuvent rejoindre la perspective du socialisme.

Olivier LUSSAC

## NOUVELLES QUERELLES DANS LES COMMUNAUTÉS URBAINES

Des lecteurs de Dunkerque nous apprennent que des choses de passent du côté de la communauté urbaine. Faisant le rapprochement avec les événements à la communauté urbaine de Bordeaux, où Chaban fait du chantage pour obtenir la moitié des sièges de la CUD, ils nous ont fait parvenir des extraits de la presse locale. Le maire de Dunkerque, RPR du nom de Pourvoyeur, aurait l'intention de se retirer de la CUD. Cela a comme conséquence directe de provoquer une polémique entre ce dernier et le président de la communauté urbaine, Denvers député socialiste.

Deux aspects sont en jeu : d'une part la procédure en elle-même, qui permettrait à la ville de

Dunkerque de se retirer de la CUD ; d'autre part, les motivations poussant le conseil municipal à une telle décision. Sur le premier, le point de départ est une modification de la loi sur les communautés urbaines : toute commune membre, si sa population est au moins équivalente au quart de la population totale de la communauté, et si elle rapporte au moins 40 % des impôts locaux totaux de la communauté, peut alors se retirer de celle-ci.

Le maire RPR de Dunkerque, estimant que sa commune répondait à tels critères, a donc menacé de demander le retrait de cette dernière. Or, dans une conférence de presse, Albert Denvers a estimé

pour sa part, que si Dunkerque remplissait la première condition, il en était pas de même pour la seconde : les impôts locaux de cette ville pour la CUD ne représenterait, d'après le député socialiste que 38,48 % du total. La querelle reste chaude sur ce point. Quant au fond, il semble que l'on ait affaire ici au même type de chantage qui a secoué dernièrement la Communauté urbaine de Bordeaux, chantage visant à obtenir

la majorité des sièges de la CUD. Les petites communes ont en effet chacune un siège, les autres se partageant le reste à la proportionnelle.

L'exemple de nos lecteurs de Dunkerque, suivi d'autres, nous permettra de voir si de tels chantages tendent à se généraliser et nous aidera à tirer des conclusions politiques d'ensemble.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## La direction de la CFDT poursuit ses critiques

Après les critiques d'Edmond Maire au PCF, la semaine dernière, c'est à nouveau un dirigeant de la CFDT, Jacques Moreau, qui dans la revue «CFDT aujourd'hui», revient à la charge. Le ton est cependant différent : ne faisant aucune distinction dans l'histoire du PCF, il affirme : «... Le PCF reste, nous semble-t-il, dans sa stratégie qu'il poursuit depuis quarante ans». Il estime que des changements concernant «les inégalités, la hiérarchie, l'autogestion, les libertés, la démocratie syndicale, les revendications des travailleurs», sont dus au fait que des «militants de la CGT soient obligés de s'affronter à ceux de la CFDT». Pour sa part, l'*Humanité* s'étonne qu'«il ne dise rien sur les divergences qui, sur les mêmes points, opposent son organisation aux propositions du parti socialiste».

## Des Francs-Maçons chiraquiens !

Les deux principales composantes du mouvement des francs-maçons viennent de renouveler leurs instances dirigeantes. Traditionnellement favorables à la «gauche», car largement dominées par le radicalisme ; et la social-démocratie, elles opèrent un virage vers la droite. Il s'agit, d'une part, du «Grand Orient» qui compte quelques 27 000 membres, qui prend comme «grand maître» le PDG de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, radical dont les sympathies pour Chirac sont connues. D'autre part, l'autre «obédience», la «Grande Loge de France», a comme nouveau président un administrateur d'Elf-Erap, proche du parti radical.

## Mermaz n'a pas résisté

Alors que les dirigeants du PS avaient donné comme consigne à la suite du discours de Marchais à la fête de l'*Humanité*, de ne pas répondre à ses attaques avant le sommet, Louis Mermaz n'a pas résisté. Il s'était d'ailleurs montré actif dans la polémique durant l'été ; il a notamment répondu au secrétaire général du PCF : «Nous n'acceptons ni les critiques qui se réfèrent à un passé lointain, et pas davantage celles qui s'adressent à d'autres partis de l'Internationale socialiste. Les polémiques ne sont pas de saison».

**manifeste**

**pour le socialisme**

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste

Passez vos commandes 8 F + 2 F de port

La visite de Gierek en France

# UNE «COOPÉRATION» PAYANTE POUR GISCARD

●Gierek est en France pour la seconde fois. En 1972, son voyage marquait un pas important dans l'avancée de la coopération entre l'impérialisme français et la bourgeoisie polonaise. Depuis cette date, les échanges, au niveau politique et économique, se sont multipliés et consolidés. Ils

répondaient à une nécessité, tant pour l'impérialisme français, à la recherche de nouveaux marchés, que pour la bourgeoisie polonaise à la recherche une crise profonde de desserrer un peu l'étouffement soviétique.

## L'OUVREURE ÉCONOMIQUE A L'OUEST

Quand Gierek arrivait au pouvoir, dans l'hiver 71, la situation était grave, en Pologne au lendemain de la révolte ouvrière de Gdansk. Face à la colère des ouvriers qui refusaient une nouvelle aggravation de leurs conditions de vie, il lançait l'ambitieux programme d'une «seconde Pologne», industrialisée, moderne et compétitive. La nouvelle bourgeoisie polonaise pensait y avoir tout à gagner. En poussant l'industrialisation, elle comptait sur un développement de ses profits; elle espérait, du même coup, développer une société de consommation à l'occidentale qui calmerait les exigences du peuple polonais.

Il lui fallait en trouver les moyens. L'aide soviétique qui lui est imposée la livre pieds et poings liés à l'URSS: celle-ci lui extorque des produits alimentaires, des hommes et des capitaux, et la rend complètement dépendante pour l'approvisionnement en fer et surtout en pétrole. S'ouvrir à l'occident, c'est pouvoir vendre ses matières premières au prix du marché capitaliste mondial, c'est-à-dire en dehors de l'empire soviétique, emprunter des capitaux, obtenir des contrats pour mettre sur pied cette industrie moderne et compétitive.

«La Pologne est un marché ouvert» déclarait Gierek à la veille de son premier voyage en France en 1972. Dès lors, les relations avec l'impérialisme français vont se développer, les crédits augmenter, la France devenant son premier fournisseur occidental de biens d'équipement.

## LES APÉTITS DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

L'impérialisme français avait lui aussi tout à gagner. Face à la crise croissante, il a besoin de nouveaux marchés. Or la Pologne est un marché de choix: elle dispose de matières premières comme le charbon, qui peut être très utile, en période de crise de l'énergie; elle a besoin d'équipements. En échange, la France peut bien consentir à certains crédits. Un système de contrats des plus avantageux pour l'impérialisme français s'instaure progres-



sivement. Contre la fourniture d'unités industrielle entières ou de matériel de base, il achète des matières premières, des produits alimentaires et une quantité négligeable de produits industriels polonais. Ce qui fait dangereusement grimper le déficit commercial de la Pologne, mais avantageusement gonfler les profits des entreprises française investissent en Pologne.

Par ailleurs, sur le plan politique, la coopération franco-polonaise est citée comme «exemple» les accords découlant de la conférence d'Helsinki sur «la libre circulation des hommes et des idées» sont mis en avant. Dans le cadre de ses relations avec la Pologne où la crise économique est profonde, où la colère ouvrière s'exprime avec force un pays qui peut devenir un maillon faible de l'empire soviétique, l'impérialisme français escompte distendre les liens de ce pays avec son «protecteur» soviétique.

## CRISE DE PLUS EN PLUS PROFONDE

Depuis le début des années 70 la dette polonaise à l'égard de l'Ouest n'a fait que s'accroître pour atteindre aujourd'hui plus de 12 milliards de dollars. En 1976, pour la première fois depuis 70, la Pologne enregistrait un déficit dans ses échanges avec l'URSS, ses exportations n'ayant augmenté que de 3%, les importations soviétiques ayant elles, augmenté de 11%. Loin de se rétablir, la situation interne s'aggrave et les manifestations de 1976 témoignent

de la volonté de la classe ouvrière de ne pas accepter une exploitation accrue pour rembourser des dettes contractées par la bourgeoisie au pouvoir.

Le gouvernement de Gierek avait déjà décidé dans son plan de 75 de freiner ses achats à l'étranger. En 1977, cette décision commence à passer dans les faits, et l'appel au jeu de la concurrence s'exerce. La situation avantageuse de l'impérialisme français pourrait devenir plus difficile.

Au cours des quatre premiers mois de cette année, les exportations françaises en Pologne ont ainsi baissé de 22% par rapport à 76 alors que les exportations polonaises en France ont augmenté de 17%. Si le solde reste positif pour la France, il se réduit de moitié et la concurrence de la RFA se renforce. Par ailleurs, la Pologne tente d'imposer des échanges moins inégaux. Contre une exportation de charbon qu'elle veut encore plus importante elle demande la participation de la France au financement du développement de son industrie extractive, et des clauses

de ce genre doivent accompagner l'accord sur le cuivre, en cours de négociation. En échange de la fourniture de l'usine d'engrais de Police, en Pologne, Creusot-Loire a dû accepter la vente des produits de cette usine en France. Mais, dans la discussion actuelle pour la construction par la France d'une raffinerie pétrolière de 4 milliards de francs à Gdansk, la Pologne a dû renoncer à la vente de produits raffinés à la France. La marge de manœuvre du gouvernement de Gierek reste donc très faible.

Enchaînée à l'URSS, endettée à l'Ouest, telle est la situation actuelle de cette «seconde Pologne» que promettait Gierek à son arrivée au pouvoir. Limitée par la pression soviétique qui peut toujours se transformer en menace d'intervention, l'ouverture à l'Ouest, plutôt que de rétablir la situation, a accru la dépendance et le déséquilibre économique. Cette situation, donc la classe ouvrière fait les frais, la dresse contre le régime.

Joëlle FECLAZ

## URSS

Valentin Turchin, militant pour les droits de l'homme, poursuivi et surveillé depuis plusieurs années, a reçu un visa d'émigration. Bien que n'étant pas Israélite et n'ayant pas demandé à s'y rendre, il a reçu ce visa pour Israël.

## NOUVELLE CALÉDONIE

Les élections à l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie («Territoire d'Outre-mer») ont donné la majorité aux partisans de l'autonomie et à ceux de l'indépendance.

En Norvège

# LES ÉCHECS D'UN GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE

●La Norvège compte à peine plus de quatre millions d'habitants. Elle était le pays le plus pauvre d'Europe occidentale lors de son indépendance en 1905. L'exploitation de la houille blanche, seule richesse du pays, se développa au début du siècle: ce fut la base pour l'édification d'une solide industrie électro-métallurgique et électro-chimique, qui fit de la Norvège un important pays industriel en regard de sa population. Et maintenant, le pétrole. Depuis 1971, le puits d'Ekofisk produit, et l'exploitation pétrolière en mer du Nord devrait faire de la Norvège l'un des premiers producteurs mondiaux.

## LA FAILLITE DE LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE

Cette relative prospérité fut le fondement d'une grande stabilité politique: les travaillistes sont au pouvoir depuis 1965. Depuis 1965, ils ont dû accepter parfois des coalitions avec les autres partis de gauche. A partir de 1965, à la suite d'une vague de grèves importantes, le parti travailliste mit au point avec la direction de la centrale syndicale LO, «la démocratie industrielle» qui inspire, comme la Suède, les réflexions de la bourgeoisie française sur la réforme de l'entreprise. Selon les principes qui la définissent, les ouvriers doivent participer à la gestion de l'entreprise. Ils élisent pour ce faire un tiers des membres du comité d'administration parmi eux. Mais aussi «les organisations les plus poussées de démocratie industrielle», prétendaient transformer les relations dans l'atelier même. A Norsk Hydro, des équipes «homogènes» d'ouvriers ont été formées, faisant un ensemble de tâches. Les primes attribuées à chaque équipe constituent une part importante du salaire; s'appuyant sur ce système, la direction a pu réduire le nombre des ouvriers et multiplier la production par trois.

A partir de 1974 une vague de grèves sauvages a éclaté; portant les grèves à un niveau jamais égalé depuis 1961. Alors que la productivité avait augmenté, les salaires étaient considérablement réduits, d'une part par

l'inflation qui atteint 10 à 12% par an, et d'autre part par les impôts qui touchent de plus en plus de travailleurs, même ceux ayant des salaires faibles, et qui représentent jusqu'à 30% du salaire.

## LES CONTRE-COUPS DE LA CRISE MONDIALE

Une partie du patronat s'accommode mal de la gestion travailliste. La Norvège exporte près de 40% de sa production, la concurrence acharnée qui sévit sur le marché mondial, réduit ses débouchés. Le «non» lors du référendum sur le Marché Commun en 1972 y a joué un faible rôle. Les patrons, eux, disent, qu'ils sont handicapés par le poids des charges sociales qui diminuent leur compétitivité. Une campagne hargneuse a été organisée par la droite qui veut mettre fin à l'«État providence», en d'autres termes supprimer ou réduire la plupart des avantages sociaux.

A la veille des élections s'esquissait un possible renversement de majorité. Cette possibilité était d'autant plus solide que — outre l'expérience de la classe ouvrière vis-à-vis des propositions travaillistes — l'expérience de la pollution pétrolière, faite lors de la catastrophe d'Ekofisk au début de l'année, donnait une nouvelle vigueur au mouvement écologique, qui remet en cause les gigantesques projets pétroliers du gouvernement.

Grégoire CARRAT

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



## INTERNATIONAL

## Contre la nouvelle colonisation en Guyane

Le 3 septembre, le gouvernement colonialiste faisait débarquer 45 Méos, (réfugiés du Vietnam) en Guyane contre la volonté du peuple guyanais. Dès 1945, il avait eu le projet d'y envoyer 40 000 Vietnamiens afin de faire de la Guyane une colonie de peuplement. En 1977, il s'agit de Méos rescapés du Vietnam où ils avaient choisi de servir les impérialistes. A propos de l'arrivée des 45 Méos, l'union des étudiants Guyanais communique :

«Le gouvernement colonialiste français s'obstine à vouloir réaliser son plan en dépit de la volonté populaire largement exprimée.

«Le gouvernement colonialiste, à travers les mass-médias qu'il contrôle, mène une vaste campagne d'intoxication qui tend à faire croire :

Que cette opération est humanitaire, alors qu'il s'agit de mettre en place une population docile et au service de ses intérêts coloniaux.

Que cette opération se limitera à l'implantation d'une centaine de familles, alors qu'il existe un plan d'implantation massive. Le débarquement de 45 Hmongs, qui ne représentent qu'un infime partie des effectifs, est fait dans le but de tromper l'opinion publique sur les intentions véritables du gouvernement. Déjà «France Guyane», journal pro-gouvernemental, annonce de prochaines vagues et prévoit un effectif de 300 personnes pour la fin de l'année 77.

Le peuple Guyanais, mobilisé n'acceptera pas cette invasion que veut lui imposer le gouvernement colonialiste français et mettra tout en œuvre pour faire échouer ce projet criminel.

### OLP

Le conseil central de l'Organisation de Libération de la Palestine se réunira le 17 septembre à Damas pour faire le point de la situation avant la réunion annuelle de l'assemblée générale de l'ONU.

### USA

D'après un article du magazine Rolling Stone, écrit par un des journalistes qui avait dénoncé l'affaire du Watergate, plus de 400 journalistes américains ont collaboré avec la CIA depuis 25 ans.

### AFFAIRE SCHLEYER

Le gouvernement de Schmidt continue à réunir le «cabinet de crise». Il a renforcé les mesures de sécurité autour des bâtiments publics et des officiels. Un échange de messages est à nouveau passé par l'avocat suisse Denis Payot. Lundi soir, les ravisseurs de Schleyer annonçaient un ultimatum expirant le mardi à 1 heure du matin.

### PANAMA

Après avoir signé le nouveau traité avec les Etats-Unis, le chef du gouvernement panaméen, le général Torrijos, dans une interview, a critiqué certaines clauses imposées par l'impérialisme US. Il a déclaré : «Il n'existe aucune passe, aucune zone maritime dont le libre passage puisse être garanti sans l'assentiment du peuple de la région».

### ETHIOPIE

A l'occasion du troisième anniversaire de la chute de l'empereur Haïle Selassié, le colonel Mengistu a, dans un discours, appelé à la guerre à outrance contre la Somalie.

### USA

Le département d'Etat américain a déclaré que Carter estimait la participation de Palestiniens à la Conférence de Genève indispensable.

De son côté, Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a déclaré qu'il ne pensait pas que la Conférence de Genève puisse avoir lieu.

### LA STRATÉGIE DE L'ARAIGNÉE

Une araignée géante sème la terreur en Angleterre, dans la banlieue de Londres. Des policiers sont mobilisés pour la rechercher et la mettre hors d'état de nuire. Le gracieux animal mesure 16 centimètres de long et fait paraître des bonds de un mètre de hauteur. Il s'est échappé d'un musée d'histoire naturelle d'Amérique Latine pour émigrer en Angleterre. Son sport favori consiste à dévorer les oiseaux. Mais elle ne dédaigne pas les animaux domestiques ni même les humains. Sa piqûre est vénéneuse et sa force considérable par rapport à sa taille. Les chercheurs qui l'ont tendrement élevée aux USA affirment qu'elle peut même soulever un chien. La bête défie pour l'instant toutes les recherches.

## Smith - Vorster

# LES RACISTES SERRENT LES COUDES

Smith et Vorster se sont rencontrés lundi à Prétoria. Alors que le chef du gouvernement de Prétoria envisageait encore l'année dernière de lâcher son compère raciste de Rhodésie pour gagner du temps à son profit, il semble maintenant qu'il soit décidé à le soutenir jusqu'au bout.

Les deux chefs d'Etat racistes ont examiné ensemble le nouveau plan de règlement anglo-américain pour la Rhodésie. Smith, après avoir repoussé ce plan pourrait en adopter les points qui lui sont le plus favorables. Le ministre de l'économie sud-africain, Heunis participait aux entretiens de Smith et Vorster ; en effet les deux régimes renforcent leur collaboration économique pour résister à un éventuel embargo. La semaine dernière, Heunis annonçait la préparation de réserves de matières premières stratégiques, tandis que le chef de l'armée raciste appelait les hommes d'affai-



Les racistes prêts à la guerre.

res à créer une «économie de survie». En effet, il devient de plus en plus probable que des sanctions économiques obligatoires seront prises contre les régimes racistes et que les impérialismes occidentaux devront les appliquer sous la pression des peuples d'Afrique et du Tiers-Monde.

Depuis l'embargo pétrolier de 1973, l'Afrique

du Sud a accumulé, dans des galeries de mines désaffectées d'importants stocks de pétrole brut. Ils pourraient permettre à l'économie sud-africaine de tenir pendant 3 ou 4 ans. D'autre part le gouvernement Vorster encourage le développement de la production de carburant synthétique. De même que les impérialismes occidentaux ont fourni aux

racistes d'Afrique Australe les moyens de fabriquer des armes, ce sont les filiales des trusts pétroliers américains qui leur ont permis de constituer ces stocks. D'ores et déjà, Smith et Vorster, tout en continuant à manœuvrer sur le plan diplomatique, se préparent au blocus international et à la guerre.

J.P.C.

# Carnet de voyage en Somalie

## La lutte contre la désertification

par Jean-Paul GAY



Des volontaires amènent la terre arable pour planter les cactus et le commiphora, sur les dunes.

Avant de regagner la capitale, nous avons clos notre visite au Sud, en longeant la bande côtière de la région de MARCA-SHALAMBOT. De part et d'autre de la route qui descend jusqu'à MARCA, les innombrables cactus repiqués sur les pentes des dunes de sable, témoignent de la lutte engagée contre l'un des principaux fléaux de la Somalie.

Au sud de Mogadiscio en effet la zone côtière n'est qu'une succession de larges étendues de sable entrecoupées seulement par quelques îlots de végétation. Un véritable front de dunes, poussées par les vents qui soufflent vers l'intérieur, à partir de l'océan Indien, avance (de 14 mètres par an environ) et menace toujours d'engloutir routes, terres fertiles, villages. Des milliers d'hectares des bonnes terres ont ainsi disparu ces dernières années, dans le bassin inférieur du Shabelle, tandis que le

principal lien routier entre la capitale et les régions méridionales, était obstrué, obligeant plusieurs fois à changer de parcours.

Le déboisement de la région par la coupe éfrénée des arbres, dont les administrateurs coloniaux, puis les premiers gouvernements de la Somalie indépendante, portent l'entière responsabilité, ont accéléré la catastrophe, l'absence d'une végétation faisant obstacle, se combinant avec la présence des vents très violents.

Tous les experts étrangers, avaient conclu dans leurs études, à la quasi-impossibilité à moins peut-être d'investissements considérables et le recours à de lourdes techniques étrangères, de stopper la progression des dunes de sable. La décision des autorités, à la fin de 73, de faire appel à l'initiative et aux connaissances somaliennes, dans ce domaine, devaient donner le signal d'une vaste campagne

nationale pour la stabilisation des dunes. Un large travail d'expérimentation fut entrepris pour mesurer l'efficacité de divers types d'arbustes dans la retenue du sable, sur des secteurs délimités tels que des tronçons de la route SHALAMBOT MARCA. Peu à peu, une méthode simple vit le jour, consistant à planter un type spécial d'arbustes très résistants et à croissance rapide, au sommet des dunes, afin de briser la force du vent, et à repiquer des cactus sur les pentes pour consolider le sable.

Pour mettre en œuvre cette méthode des mobilisations ont été réalisées dans le SHABELLI, qui ressemblait sur la base du volontariat, des milliers de jeunes, d'étudiants, de fonctionnaires venant des ministères de Mogadiscio, pour planter sur les dunes, les buissons envoyés par l'armée. Dans de larges secteurs, la progression des dunes a pu être stoppée : dans la région de Marka, nous avons pu observer la fixation des dunes, réalisée à proximité de plusieurs villages, qui ont ainsi échappé de justesse à l'invasion des sables mouvants.

Aux dires des autorités, tout autant que leur résultat économique, les mobilisations ont compté pour le renforcement, parmi les diverses catégories de la population des différentes régions, du sentiment d'indépendance nationale.

La lutte engagée est évidemment une lutte de longue haleine, dont les résultats peuvent sans cesse être remis en cause, mais, la méthode mise au point et les premiers résultats obtenus, sont une appréciable contribution aux efforts du Tiers-Monde dans sa volonté telle qu'elle s'exprimait ces jours derniers à Nairobi, de prendre en charge la lutte contre la désertification.

(à suivre)

## Mardi 13 septembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Pour les jeunes  
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles, *feuilleton policier*  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Au-delà de l'horizon. *Série d'Alain Bombard. N° 9 : Jules Verne... un grand voyageur*  
21 h 35 - Mondes sans frontières : *L'Angleterre ou la marche des gens du Nord.*  
22 h 25 - Tennis : finale du tournoi de Forest Hills  
23 - 00 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre. *Annie Girardot*  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Dossiers de l'écran : la souris qui rugissait. *Comédie burlesque*  
débat : *Si tout le monde avait la bombe*  
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scènes de la vie de province  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Notre-Dame de Paris. *Film français de Jean Delannoy (1956), d'après le roman de Victor Hugo*  
22 h 25 - Journal et fin

## Mercredi 14 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Le misanthrope. *Comédie en cinq actes de Molière. Mise en scène : Pierre Dux. Réalisation : Jean-Paul Carrère. Une des meilleures comédies de Molière.*  
22 h 35 - Concert  
23 h 15 - Journal et fin

A 2

20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Question de temps : la bataille économique et sociale. *Avec Jacques Ferry, vice-président du C.N.P.F., face à Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. et Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T.*  
21 h 50 - L'aigle et le vautour. *Feuilleton américain.*  
22 h 40 - Football : Pragues-Nantes. *Match aller des seizièmes de Coupe d'Europe des clubs champions.*  
00 h 10 - Journal et fin.

FR 3

20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
20 h 30 - Le seigneur de la guerre. *Film américain de Franklin Schaffner (1965), en version française. Avec Charlton Heston. Le metteur en scène de «La planète des singes», avant de faire de la science-fiction, s'est intéressé au moyen-âge. Ce film raconte les aventures d'un seigneur de la guerre du XI<sup>e</sup> siècle.*  
22 h 25 - Journal et fin.

## LIRE

Un livre qui ouvre un débat sur la culture populaire

## «IL Y A FOLKLORE ET FOLKLORE»

de Michel GHEUDE et Richard KALISZ

Ce livre nous vient de Belgique. (Il est diffusé par «les éditions ouvrières»). Il est écrit par deux jeunes journalistes qui ont animé plusieurs émissions à la Radio Télévision belge sur la chanson populaire et ont produit plusieurs 45 tours sur les chants de grève. (tant et si bien d'ailleurs qu'ils ont perdu leur emploi à la radio !)

Le titre du livre est explicite : il met en relief une des questions importantes que l'on se pose actuellement quant aux différentes formes d'expression populaire en

France, comme aux USA, en Italie, en Amérique Latine (et dans cet ouvrage, en Belgique, bien entendu).

La première partie du livre montre comment le mouvement contre la guerre du Vietnam, mai 68 et sa remise en cause des valeurs bourgeoises, le mouvement écologique les luttes pour une identité nationale et l'apparition de nouveaux groupes révolutionnaires ont trouvé dans les caractères propres au folklore l'expression artistique dont ils avaient besoin.

Les auteurs posent ensuite,

avec netteté et fermeté, les termes d'un débat polémique sur les limites, les faiblesses, les illusions ou même les erreurs de ce mouvement de renaissance folklorique. Ils essaient, en partant d'exemples, de montrer les formes modernes, liées à une existence urbaine et industrielle, de l'expression populaire, avec les chants de lutte lors de grèves.

La seconde partie est intéressante elle aussi car elle donne la parole à ceux qui ont une large expérience de la culture populaire (tels Jose Alfonso, Colette Magny, Le Gam, Rocco Vitale, des auteurs de Chine populaire et Michelle Loi...). Et le débat se poursuit. Quelle chanson ? Pour quel combat ?

Le livre se clôt par une discographie des chants de lutte de tous les pays. Et c'est bien utile car cela permet d'abord de connaître l'existence de certains disques peu diffusés, et d'en faire la commande, de se constituer une anthologie des chansons qui ont animé nos camarades du monde entier dans leur combat, et de diffuser à notre tour auprès des plus jeunes cette richesse culturelle étroitement liée au mouvement révolutionnaire.

Ce livre pourrait ouvrir un débat sur la culture populaire, ses nouvelles formes, reflet de nouvelles façons de concevoir la vie, le tri nécessaire à effectuer dans le folklore traditionnel, afin que «de l'ancien émerge un nouveau» constructif, révolutionnaire et non «un ancien» englué de traditions conservatrices.

Paule SACONNET

## Bonne nouvelle pour les pêcheurs

## Vaccination anti-virale des truites

L'Institut National de la Recherche Agronomique annonce dans un communiqué une nouvelle qui réjouira ceux qui passent leurs loisirs à la pêche.

Un vaccin contre la S.H.V. (septicémie hémorragique virale) de la truite vient d'être mise au point. La S.H.V. est une infection virale qui fait des ravages énormes parmi les truites Arc-en-Ciel et en particulier dans les élevages. Elle provoque des pertes de l'ordre de 50 % du tonnage annuel, soit 60 000 à 70 000 tonnes.

Il n'existait pas jusqu'ici de méthode efficace de lutte contre cette maladie.

Le vaccin mis au point par

l'INRA est constitué à partir du virus inoffensif par les antiseptiques. La vaccination est pratiquée sur les alevins, immergés dans des cuves contenant une suspension du vaccin. Selon l'INRA, 300 000 poissons peuvent être traités à la fois, un rappel doit être effectué un mois plus tard.

Les essais effectués à ce jour permettent d'affirmer que chez les sujets vaccinés, la mortalité due à la SHV est inférieure à 15 % alors qu'elle dépasse 70 % chez les sujets non vaccinés.

Ce vaccin devrait être, en principe, commercialisé dans les deux prochaines années.

# Elise

## ou

# la vraie vie

## Claire Etcherelli

Collection «Lectures Nouvelles»  
copyright Édition Bénéol

66<sup>e</sup> épisode

Ma voisine interpella la fille — elle s'appelait Didi — parce qu'elle avait laissé grande ouverte la porte du vestiaire.

— Je guette mon type, répondit-elle.

Dans l'encadrement de la porte, avec sa blouse fleurie et son maquillage doré, avec les brillants dansant à ses oreilles elle ressuscitait les couleurs, mortes ici. Et ce clinquant, qui partout ailleurs aurait crié, vous donnait, dans cette géométrie

morose, un goût de vie. J'imaginai les regards, les désirs que ses mouvements provoquaient. Le moindre de ses gestes avait un prolongement érotique dont elle paraissait inconsciente; elle s'exposait, telle une appétissante sucrerie, au regard de sous-alimentés, et se déroba à leur fringale.

Je plaquai mes cheveux de la main et sortis. La reprise sonna. Je courus avec les retardataires.

La porte de l'atelier franchie, ça y était : odeurs et bruits vous prenaient entre leurs pinces et vous pouviez toujours lutter, ils vous terrassaient à la fin. Les bruits surtout ; les moteurs, les marteaux, les machines-outils stridentes comme des scies, et, à intervalles réguliers, la chute des ferrailles.

Une seule fois Arezki me regarda, mais ses yeux ne parlaient pas, ils étaient absents. Le jour se retira doucement, il n'y eut plus qu'un blanc reflet le long des vitres, le petit Marocain dit, « encore une ».

Arezki était loin. Sa boîte à outils restait à terre dans la voiture que je contrôlais. Je me penchai, la fouillai, imaginant soudain qu'il y avait caché un petit mot pour moi. Je ne trouvai rien et descendis découragée. Les voitures se vidaient, les bruits s'adouçissaient. Quelques minutes encore et mourrait le grondement de la chaîne. D'Arezki, je reconnus le dos parmi les ouvriers qui gagnaient déjà la porte. Il ne m'avait même pas saluée. Je gardai encore l'espoir de le trouver dans l'escalier, puis à la sortie et enfin à l'autobus. Mais je rentrai sans l'avoir vu, seule et malheureuse.

J'appris ce que signifiaient toutes ces expressions : défaillir, avaler sa salive, avoir le cœur

serré, dont j'avais ri jadis. Chaque fois qu'Arezki passait devant moi chuchotant tout juste « pardon », chaque fois qu'il laissait passer une occasion de se trouver seul avec moi, c'était tout mon corps qui avait mal.

Il arrivait le matin flanqué de Mustapha et des Tunisiens qui travaillaient aux pavillons. Il me faisait porter chaque midi, par Mustapha, le coton imbibé d'essence que celui-ci me remettait avec des grimaces dont je n'arrivais pas à rire. Il travaillait à plusieurs voitures d'écart de celle où je me trouvais. Et le soir, quand je prenais la file pour attendre l'autobus, je laissais passer volontairement mes voisins dans l'espoir de le voir surgir. La féerie du Pont National me laissait indifférente, et pourtant la pluie fine et douce transformait en miroir la chaussée habituellement terne. Que quelqu'un me heurtât et les larmes venaient à mes yeux. Les titres des journaux me donnaient envie de pleurer, et mon reflet désordonné dans les vitres, et chaque petit désagrément sur lequel j'aurais voulu concrétiser mon chagrin. Et puis, quel chagrin ? me disais-je quand il me prenait de raisonner. D'abord, je dois repartir. Je retrouverai la grand-mère, Marie, la chambre de Lucien. Ce sera la mienne et je l'arrangerai à ma guise.

à suivre

# le liban dans la fausse paix -6-

## PALESTINIENS ET LIBANAIS, UNE MÊME DÉTERMINATION: POUR SUIVRE LA RÉVOLUTION

● A Damour, chez les familles de Tell Zaatar et à Beyrouth, chez des familles libanaises, nous avons rencontré une même volonté, celle de continuer la révolution. Chez ces familles, aucun regret sur la participation de leurs fils au combat mais, au contraire une grande fierté. Après ces années de guerre, parmi les larges couches de la population, c'est devenu une règle de vivre et mourir pour la révolution.

### Un an après Tell Zaatar, la flamme vivante du combat

Damour, le 12 août : journée de commémoration de la chute du camp palestinien de Tell Zaatar. La bataille de Tell Zaatar a été une des batailles les plus dures de la guerre du

Liban : les fascistes ont mis l'essentiel de leurs forces dans la bataille. Il leur a fallu 55 jours de combats acharnés contre une population qui n'avait presque plus rien pour survivre avant de pouvoir faire tomber le camp.

Quelle que soit l'attitude affichée par le régime syrien aujourd'hui, on ne peut oublier qu'alors, les

Reportage  
de  
Jean LERMET  
et  
Yomna EL KHALIL

fascistes auraient certainement échoué sans son soutien.

Le 12 août, à Damour, c'était le courage et la résistance des habitants du camp qui étaient célébrés par l'ensemble de la Résistance Palestinienne. Dans le défilé, à travers les rues tortueuses de Damour les femmes de Tell Zaatar portaient les portraits de leurs maris, frères, filles et



Des combattants palestiniens du sud Liban.

filles tombés pendant la défense du camp.

Mais Damour, c'est aussi une autre bataille, porteuse d'autres problèmes. Bourgade située entre Beyrouth et Saïda, elle a longtemps servi aux forces fascistes de lieu de massacres. Elle couvrait une route vitale pour la Résistance et ses alliés libanais.

C'était un point militaire vital qu'il fallait conquérir. Mais sa conquête a été accompagnée d'une destruction importante de la petite ville, ce qui a valu le départ de toute sa population. En ce sens, Damour est restée, comme nous ont dit des Résistants Palestiniens, le symbole d'une erreur : celle qui a consisté à ne pas empêcher totalement que la riposte aux fascistes prenne parfois le tour d'une réaction confessionnelle. C'est dans ce lieu vidé que les habitants de Tell Zaatar ont été installés provisoirement.

### «Les populations réfugiées»

La situation des anciens habitants de Tell Zaatar se retrouve en de nombreux exemplaires : les signes extérieurs de la présence des «populations réfugiées» : du linge qui pend des immeubles neufs, des hôtels, à Beyrouth ou le long de la côte, des enfants très nombreux qui jouent à proximité. Ce sont les habitants des quartiers de Nabaa, la Quarantaine, Maslakh, quartiers musulmans dans le secteur-Est de Beyrouth. Les fascistes se sont déchainés contre ces quartiers, parmi les plus pauvres de la capitale et les ont rasés. Ceux qui ont survécu aux massacres ont fui et se sont réfugiés dans ces lieux-là.

Et il y a la population de Tell Zaatar. Sur les 30 000 Palestiniens et Libanais habitant au camp pendant la guerre, près de 6 000 ont été installés à Damour ; C'est la concentration la

plus importante. Les autres réfugiés sont installés dans les autres camps palestiniens : à Ain El Helweh près de Saïda, et même à Sour.

### «Nous ne voulons pas rester ici»

«Nous ne voulons pas rester à Damour. Nous n'avons jamais voulu l'occuper. On nous promet un camp près de Zahranî. Nous n'attendons que la fin de sa construction pour y aller. Nous ne sommes pas tranquilles ici. Nous ne pouvons rien acheter, aucun meubles, parce que ce sont les maisons des autres, et nous ne voulons pas rester ici».

C'est ainsi que s'exprimait une femme de Tell Zaatar, aussitôt approuvée par ses compagnes, quelques heures après le défilé et le rassemblement du 12 août à Damour. C'est aussi le point de vue de l'ensemble de la Résistance, dans la bataille déclenchée par le «Front Libanais», qui regroupe les partis fascistes, à propos du problème des «populations réfugiées». Ce «Front» refuse le retour des habitants de Nabaa, Malakh, la Quarantaine et Tell Zaatar à leurs anciens lieux d'habitation et pose le seul problème des habitants de Damour, depuis que les Palestiniens y sont.

La Résistance Palestinienne, elle, ne demande pas de réinstaller les Palestiniens à Tell Zaatar même. Elle a accepté la proposition de l'Etat Libanais qui est la construction d'un camp au sud, à Zahranî, entre Saïda et Sour.

Rester et revendiquer Tell Zaatar ne peut être en effet une question de principe. Le peuple palestinien n'est au Liban que provisoirement. Son foyer définitif ne peut être qu'en Palestine. Bien sûr, la lutte à Tell Zaatar a été impor-

tante car le peuple ne peut «plier bagages» chaque fois que des fascistes à la solde de l'impérialisme ou autres l'exigent.

### La résistance courageuse à Tell Zaatar

C'est pourquoi les habitants de Tell Zaatar ont lutté et résisté courageusement au complot qui s'exécutait au Liban : «Un de leurs buts (des fascistes) était de dénaturer le mot d'ordre révolutionnaire de l'OLP qui est «l'Etat démocratique et laïque en Palestine». Ils ont créé une guerre confessionnelle».

Quand on discute avec les femmes de Tell Zaatar des souffrances qu'elles ont endurées durant les 55 jours de résistance, elles mettent toujours en avant leur détermination à donner encore plus pour la victoire de la cause palestinienne.

«Tout le monde a résisté. Pour chercher l'eau d'un puits soumis aux tirs, trois femmes revenaient vivantes sur les 10 qui partaient... La plupart des familles se nourrissaient de lentilles bouillies à l'eau de ce puits... Pour les pansements, n'importe quel bout de tissu nous servait. Les blessés étaient soignés à l'eau et au sel, ils attendaient la mort, car les soins étaient insuffisants...»

Une femme habillée en noir ajoute : «Plusieurs familles ont perdu leurs fils. Les mères donnent encore leurs enfants pour continuer la Révolution. J'ai perdu mon fils. J'envoie maintenant mon petit-fils et mes deux filles avec les Achbols et les Zahraï (organisations de jeunes combattants). Toutes les familles poussent les enfants à continuer la révolution».

C'est une impression de courage, d'optimisme dans l'avenir de la révolution qui se dégage avec force lorsqu'on écoute parler les femmes de Tell Zaatar.

### Khaled, chrétien et patriote, mort pour un Liban arabe

Autour de la pièce, dans la chaleur de l'après midi, toutes les femmes de la famille ont mis leurs habits noirs ; les hommes, rassemblés devant la porte, accueillent les visiteurs : le fils de la maison, Khaled, combattant du Fath, vient de tomber dans les combats du Sud. Il y a quelques mois, c'était son cousin. La guerre, invisible à Beyrouth, tue encore au Liban. C'est avec la mère de Khaled, avec ses sœurs, avec la mère de l'autre martyr, que nous avons parlé. Femmes indomptables, à qui les balles des phalangistes pouvaient enlever leurs fils, mais dont elles ne pourront jamais tuer la détermination patriotique.

### Dans les zones occupées, c'est comme l'enfer

Khaled était chrétien. Sa famille aussi. «Il faut le dire, expliquer aux Français que ce n'est pas une guerre confessionnelle. Il y a une mauvaise propagande qui dit que la guerre est confessionnelle ou alors que seuls les musulmans soutiennent la Résistance Palestinienne. Cela est faux. Les Phalanges n'ont rien à voir avec les croix de bois qu'ils portent sur leur poitrine. Ce n'est pas cela, la religion». Khaled est tombé au sud dans un combat contre les Phalanges qui occupent son village, Deir Mimas.

«Les gens vivent comme dans un enfer, là-bas. Ceux qui sont restés le sont malgré eux : il n'y a plus que les vieux et les pauvres, qui ne peuvent se déplacer. Pour empêcher maintenant les gens de fuir, ils ont encerclé le village de mines. Si quelqu'un veut quitter le village par la route, il lui faut un laissez-passer, et une autre personne doit signer une déclaration garantissant son retour. Au cas où elle ne reviendrait pas, le signataire est frappé, torturé. Une jeune femme a voulu s'en aller avec son bébé d'un an et demi. Ils ont laissé partir la femme mais ont gardé le bébé en otage».

Se sont les dernières nouvelles qu'elles avaient de leur village d'origine. Sur la «coopération» de ces villages avec Israël, elles peuvent nous en parler longuement : «Actuellement, c'est une coopération militaire entre Israël et les Phalanges. Mais il n'y a ni farine, ni médicaments. Cela, c'était pour la propagande au début. On connaît un homme qui avait mal aux yeux, une femme qui a eu le bras cassé : pour se faire soigner ils sont allés chez les sionistes. Ils ont été renvoyés, sans aucun soin».

A Furn El Chebbak, à Beyrouth, où la mère du premier martyr habitait, sa maison a été démolie parce que les fascistes savent qu'elle est patriote.

### Notre combat pour le Liban arabe et la révolution arabe

Ces familles libanaises, chrétiennes, sont pour la Révolution Palestinienne, pour la cause arabe, et se sentent totalement arabes. Elles nous ont parlé des complots qui se sont succédés au Liban depuis 58 (intervention américaine pour empêcher l'union du Liban avec la Syrie et l'Égypte sous Nasser).

«Nos fils ont combattu pour le Liban arabe et pour le soutien à la Révolution Palestinienne. Les Phalanges voulaient faire un autre Israël au Liban».

C'est avec fierté que ces mères nous disent qu'elles croient en la nation arabe, qu'elles auraient aimé que leurs fils continuent à vivre pour continuer la lutte, pour la libération de la Palestine, car la lutte sera longue.

«Nos fils ont préféré la nation arabe (Oumma) à la mère (Oumm)» dit la tante de Khaled dignement, «nous sommes prêts à donner encore pour la nation et la révolution arabe. Ceci est un honneur pour nous».